

LA LAÏCITÉ, UN PROBLÈME DÉPASSÉ?...

«Le chômage structurel qui s'est trouvé aggravé par la crise a remis en question l'entrée «de plain-pied» dans la vie professionnelle à l'issue de la formation initiale, On voit ainsi le patronat s'ingénier à créer, avec la complicité du gouvernement, une période d'insertion professionnelle qui risque d'être à la fois d'expectative, d'observation, de sélection et d'exploitation: un «sas» entre l'école et l'emploi. Sous couvert de familiariser les jeunes avec le «vécu industriel» on cherche à les mettre à la merci de l'employeur éventuel. So-cialement, on ne peut accepter la remise en cause des acquis consacrés par la législation et les conventions collectives».

F.O.-Hebdo du 28 mars 1979.

Certains, pour des raisons politiques évidentes, affirment que la *«laïcité est un problème dépassé»*.

Il est vrai que ce sont les mêmes qui affirment aussi que l'occupation de l'Afghanistan par l'armée russe garantit l'indépendance de ce pays ou que Khomeiny et son régime fondé sur le retour au moyen-âge sont... progressistes!!!

La *«querelle laïque»*, pour employer le langage des médias, n'est pas seulement une querelle d'idées. La Laïcité de l'École fondée sur la séparation des Églises et de l'État avait permis la mise en place, en France, d'un système scolaire organisé en service public dispensant un enseignement de qualité échappant relativement aux contraintes idéologiques et au contrôle direct du patronat.

Commencée sous Pétain, l'offensive contre *«l'Instruction Publique»* n'a fait depuis que croître et embellir. Aujourd'hui, *«l'équipe éducative»* dans l'enseignement du 1^{er} degré, *«l'alternance»* dans le Technique, tendant à mettre l'enseignement sous le contrôle direct de groupes de pression et du patronat.

Un des objectifs de cette offensive est la remise en cause du statut de la Fonction Publique et des garanties qui y sont attachées. Tous les bavardages sur les méfaits d'une prétendue *«technocratie»* ne sont que l'alibi utilisé par tous ceux qui veulent, à l'instar de Pétain, mettre au pas les fonctionnaires et leurs organisations.

C'est pourquoi le syndicalisme ne saurait se désintéresser de l'offensive anti-laïque qui, de tous temps, précède et annonce une offensive en règle contre l'ensemble des libertés démocratiques.

Fort heureusement des réactions de plus en plus nombreuses se font jour.

Nos camarades pourront lire dans ce numéro de l'Ouest-Syndicaliste un appel aux laïques déjà contre-signé par de nombreux militants et une motion fort significative du congrès départemental de l'E.N.N.A. de Nantes, motion qui doit être présentée au Congrès National du SNETP - C.G.T. Par ailleurs, au cours de son dernier congrès la F.E.N. 44 a condamné et *«l'équipe éducative»* et *«l'alternance»*.

Cette résistance aux projets gouvernementaux et patronaux est encourageante mais, malheureusement, il nous faut dénoncer l'attitude de la Fédération Cornec qui, au moment même où *«Le Monde»* du 30 janvier annonce que *«dans plusieurs régions des lycéens de l'enseignement professionnel manifestent contre les stages en entreprises»*, accepte de se faire l'auxiliaire direct du gouvernement et du patronat en organisant, elle-même, l'application de la circulaire Beullac, comme en témoigne la convocation reçue par notre Union Locale d'Ancenis que nous publions en fac-similé.

Inutile de dire que notre organisation ne répondra pas à ce singulier appel.

Nous n'avons nullement l'intention d'organiser (en commun avec les patrons!!!) l'applctlon de la circulaire Beullac.

Mais chacun doit se poser la question:

Où veulent en venir les dirigeants de la Fédération Cornec?

Alexandre HÉBERT.
